

Dans le monde éducatif, il est le Messie pour les uns, le Diable pour les autres

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

CONVAINCU et convaincant, Jean-Michel Blanquer incarne une certaine idée de l'école. Une école de la République, au service de « l'excellence pour tous », une école des Lumières, éclairée par la science. L'homme n'est pas opposé au port de l'uniforme à l'école. Il veut interdire les portables, instaurer une dictée quotidienne, mettre en place des chorales, restaurer l'autorité des professeurs, revoir les programmes scolaires, asseoir les fondamentaux.

Une série de messages qui font mouche auprès de l'opinion publique et des parents d'élèves. Se fondant sur les neurosciences, le ministre se prononce pour une pédagogie « explicite », à commencer par la méthode syllabique pour apprendre à lire. La « liberté pédagogique », si chère aux enseignants français, ne doit pas être, explique-t-il « l'anarchie pédagogique ». Homme du changement, il est le Messie pour les uns, le Diable pour les autres. Sur les réseaux sociaux, la mouvance « pédagogue » se déchaîne. Les sciences de l'Éducation se sentiraient-elles menacées ?

« Le choix par le ministre d'un enseignement explicite n'est pas une lubie. Il est porté depuis des années par de nombreux chercheurs. Mais jusqu'à alors, ceux-ci n'avaient pas droit de cité, explique Albert-Jean Mougin, vice-président du Snalc, syndicat d'enseignants classé dans le camp conservateur. La doxa qui s'est imposée depuis les années 1970 a séduit, jusqu'ici, la gauche comme la droite »,

poursuit-il, Et d'évoquer un Alain Juppé qui, candidat à la primaire de la droite en 2016, se référait au sociologue François Dubet. « Aujourd'hui, les "pédagogues", ces tenants de la pensée dominante, se sentent contestés dans leur légitimité. Ils réagissent. C'est bien normal », conclut l'élu. Au Snalc, on soutient largement ce ministre qui a « une vision de l'importance de l'école ».

Inconnu du grand public il y a encore neuf mois, Jean-Michel Blanquer est au contraire parfaitement identifié dans le monde de l'éducation et ce depuis qu'il a piloté l'académie de Créteil, avant de devenir numéro 2 de la Rue de Grenelle sous le mandat de Nicolas Sarkozy. Mar-

« Sur le fond, il reste une énigme »

STÉPHANE CROCHET,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SE-UNSA

qué à droite, donc. Depuis, il a enfilé le costume « en même temps » de la Macronie. Et le porte plutôt bien. Oscillant entre rigidité et souplesse, aussi austère qu'il peut être enjoué, Jean-Michel Blanquer semble fasciner les syndicats, y compris les plus critiques.

« Sur le fond, il reste une énigme », constate Stéphane Crochet, le secrétaire général du SE-Unsa, proche du camp socialiste et soutien indéfectible de la réforme du collège portée par Najat Vallaud-Belkacem. « Son discours grand public cherche à rassurer les plus inquiets. Il veut incarner la rupture avec le précédent quinquennat, voire avec des décen-

nies d'errements si on l'en croit. Mais il refait l'histoire », lance, acide, le représentant syndical. « En même temps, la vision qu'il développe dans ses ouvrages sur l'école n'est pas si conservatrice. Elle est plutôt libérale. » Si Jean-Michel Blanquer évoque souvent l'autonomie des établissements - comme Emmanuel Macron l'a fait pendant la campagne, où il a parlé d'un recrutement des enseignants par les collèges et lycées -, il ne s'est pas encore attaqué à ce sujet miné. Au Snesc, syndicat majoritaire du second

degré, très remonté contre la réforme du baccalauréat, on décrit « un personnage ambivalent ». « Il est à la fois à l'écoute - plus que quand il était directeur de l'enseignement scolaire - et très déterminé », explique Frédérique Rolet, secrétaire générale. Habile, il sait lâcher du lest, tout en conservant son schéma directeur. « C'est aussi la vision libérale que le Snesc critique. « Sa vision, c'est un peu : "quand on veut, on peut". Il balaye tout ce que peuvent établir les sciences sociales sur le conditionnement », ajoute Frédé-

que Rolet, qui déplore le manque d'engagement sur l'éducation prioritaire et la mixité sociale.

« Avec cette réforme du baccalauréat, attendue depuis si longtemps, le ministre avait l'occasion d'introduire un vrai contrôle continu. Il ne le fait finalement qu'à hauteur de 10 %. Il agit une fois de plus comme un politicien », assène Claude Lelièvre, historien de l'éducation, fervent soutien de l'ancienne majorité, et très actif sur les réseaux sociaux. ■



Jean-Michel Blanquer, en visite à l'école primaire Paul-Claudiel, à Tourcoing (Nord) pour présenter l'opération « Un livre pour les vacances », le 26 juin 2017. PHILIPPE HUGUEN/AFP